

les Canadiens vont profiter des changements, mais en tant que travailleurs, ils se voient plus souvent qu'autrement comme des victimes. Les innovations de la microélectronique sont réputées libérer les travailleurs non seulement du travail ingrat, mais bien carrément de leur travail. La surveillance électronique permet à l'employeur de détecter la moindre erreur dans le travail exécuté par ses employés et également de détecter la moindre baisse de productivité. Dans un système de procédure contradictoire, l'innovation peut devenir l'alliée d'une partie, et l'ennemie de l'autre. Il en résulte inévitablement une lutte que les travailleurs ne sauraient remporter et que le Canada ne saurait se permettre.

L'expérience nous a appris que les Canadiens songent à l'avenir et qu'ils s'adaptent très facilement; pourtant ils sont aussi humains, et ils conservent un profond sens de la justice. L'une de nos principales vertus c'est notre fidélité à la solidarité sociale ainsi que le refus d'accepter le principe du sauve qui peut ou encore celui également rebutant de la lutte des classes. Le gouvernement estime qu'il faut répartir équitablement les fruits d'une productivité accrue, qui ne doit pas s'obtenir au détriment des travailleurs, mais grâce plutôt à la collaboration.

Étant donné leur développement, ni le patronat ni les syndicats au Canada n'ont acquis des structures ou des traditions qui facilitent la consultation. Tant dans les usines que dans les ateliers, il est vrai que l'unité de négociation assure aux travailleurs canadiens une démocratie industrielle fondamentale, élément dont l'absence est lourdement ressentie dans la structure européenne. Dans certaines entreprises, il existe autant d'organismes pour les employeurs que pour les travailleurs, ce qui a permis à nos groupes de travail sectoriels de servir de modèle préliminaire à la collaboration efficace du type que nous recherchons.

Nous proposons aujourd'hui de faire un pas de plus en avant pour nous assurer une bonne collaboration cette fois entre tous les secteurs. Voilà pourquoi nous avons proposé d'établir un Centre national pour l'accroissement de la productivité et de l'emploi. Si tous les partenaires qu'il nous est possible de réunir dans cette entreprise sont décidés à s'attaquer de front, mais avec une grande ouverture d'esprit, aux grandes difficultés qui nous accablent, nous serons alors en mesure d'assurer aux Canadiens un avenir plus prospère.

M. Keeper: Monsieur le Président, la question que je veux poser au ministre découle d'une observation qu'il vient de faire, et c'est que le gouvernement a favorisé les milieux ouvriers dans son budget. Le ministre sait pertinemment, à l'instar d'autres Canadiens, que dans le budget en fait on s'emploie plus à accorder des fonds qu'à prendre des mesures concrètes, c'est-à-dire que le gouvernement a plutôt cédé au secteur privé la marge de manœuvre financière dont il disposait dans l'espoir que ce dernier réussira à créer des emplois. Toutefois, nous sommes en pleine récession et le nombre d'emplois ne sera certainement pas accru de cette façon. Les travailleurs désiraient en fait que le gouvernement stimule immédiatement la consommation et qu'il crée directement des emplois par le biais de travaux publics. Comment le ministre peut-il affirmer que le gouvernement a accédé aux demandes des travailleurs dans le budget alors qu'il a, en fait, adopté un budget axé sur l'offre et non sur la stimulation directe de l'économie et la consommation?

Le budget—M. Caccia

M. Caccia: Monsieur le Président, peut-être ne puis-je pas reprocher au député de n'avoir pas écouté attentivement mon intervention, car j'ai dû faire vite en raison de la limite de temps. Il est très regrettable, toutefois, qu'il n'ait pas pris le temps de lire le budget. S'il l'avait fait, il n'aurait pas posé une question semblable.

Il devrait savoir que le budget prévoit l'affectation de 2.4 milliards de dollars à des projets spéciaux de relance. Peut-être n'en est-il pas conscient? Peut-être ne sait-il pas que des crédits de 120 millions sont alloués pour le programme canadien de rénovation des maisons? De plus, des crédits de 40 millions sont prévus pour le programme d'aide à la remise en état de logements, de 40 millions pour le logement dans les réserves indiennes et de 30 millions pour le programme canadien d'encouragement à l'accession à la propriété.

Les dispositions visent le Régime enregistré d'épargne-logement, celles qui sont en vigueur jusqu'à la fin de l'année et la nouvelle mesure en vigueur maintenant jusqu'à la fin de 1984, sont autant de moyens de stimuler l'économie. En conséquence, il est ahurissant que le député pose une question semblable, révélant ainsi à quel point il ignore le contenu du budget qu'il n'a évidemment pas pris la peine de lire, d'étudier et d'analyser. S'il l'avait fait, il n'aurait pas posé cette question.

M. Keeper: Monsieur le Président, je rappelle au ministre que le budget augmente l'impôt sur le revenu, tirant par conséquent de l'argent des poches des Canadiens.

M. Fisher: Quand?

M. Keeper: Il freine donc la croissance économique au lieu de la stimuler et distribue l'argent récupéré aux entreprises privées. La croissance économique est freinée et non stimulée. Le ministre aurait lui-même intérêt à examiner le budget.

• (1600)

M. Caccia: Monsieur le Président, de toute évidence, le député ne veut pas savoir ce qui se trouve réellement dans le budget. Il voudrait faire partager aux autres l'idée qu'il s'en fait, qui est très éloignée de la réalité.

Comme je le lui ai expliqué, le budget renferme un certain nombre de mesures visant à stimuler l'économie, comme celles qui modifient l'impôt sur le revenu des particuliers en ce qui a trait aux frais de garderie et aux dépenses relatives à l'emploi. Le député n'est peut-être pas d'accord avec la répartition de ces stimulants entre divers secteurs. Le député ne semble pas disposé à admettre que 4.8 milliards de dollars seront consacrés à la création d'emplois. Voilà le problème du député.

M. Orlikow: Monsieur le Président, le ministre prétend que les députés de notre parti n'ont pas lu le budget et refusent d'admettre qu'il stimulera l'économie. C'est un fait que presque tous les commentateurs qui ont analysé le budget, qu'il s'agisse d'économistes travaillant pour des organismes de recherche, de chroniqueurs financiers ou de quiconque, ont déclaré qu'il ne s'agit pas réellement d'un budget qui stimulera l'économie, mais bien d'un budget immobiliste.

Au cours des dernières années, les effectifs de notre industrie manufacturière ont constamment décliné. Certains secteurs industriels ont presque complètement disparu et beaucoup d'autres s'affaiblissent continuellement.

Des avertissements ont été lancés à maintes reprises par les représentants des syndicats en cause et par beaucoup d'autres